RETROUVER LA LIBERTÉ

TRANSPORTS ET STATIONNEMENT

L'UDC exige le maintien d'un nombre de **places de stationnement en ville**, en quantité et à prix abordables, notamment dans les centres-villes.

L'UDC s'engage à adapter les **infrastructures routières et ferroviaires** afin de garantir une mobilité fluide partout dans le canton. En outre, elle demande davantage de dessertes ferroviaires nocturnes.

L'UDC encourage le développement de l'**offre de transports sur le Léman** pour relier les principales villes du canton et ainsi détendre le trafic autoroutier et ferroviaire.

L'UDC estime qu'une **flexibilisation des horaires de travail** constitue une piste sérieuse permettant d'envisager une meilleure répartition des flux sur les axes routiers et ferroviaires.

L'UDC refuse d'opposer les transports publics et les voitures. Il faut notamment **renoncer à surtaxer les automobilistes** (parkings, péages urbains, radars) sous prétexte de les décourager d'utiliser leur voiture.

L'UDC exige que les cyclistes soient soumis à davantage de sévérité par rapport à l'irrespect du Code de la route. De trop nombreux cyclistes se croient tout permis et ignorent régulièrement la signalisation routière, comme les stops ou les feux rouges, au détriment de la sécurité.

FISCALITÉ

L'UDC veut diminuer la pression fiscale sur les personnes physiques, qui après de nombreuses années d'effort pour renflouer les caisses de l'Etat, méritent mieux qu'un simple « merci ». L'UDC estime que l'Etat possède suffisamment de moyens pour accomplir ses tâches et refuse tout projet de nouvelles taxations ou d'augmentation des impôts dont le lien de causalité n'est pas établi.

L'UDC exige que pour toute nouvelle taxe instaurée, **une diminution d'impôts** au moins équivalente soit

L'UDC demande la **suppression de l'impôt sur les successions** et les donations en ligne directe.

L'UDC entend **prioriser les dépenses de l'Etat en favorisant la sécurité, la formation et les infrastructures** sur toutes les autres dépenses. En matière sociale, les enfants, les aînés, les personnes handicapées et les malades doivent avoir la priorité sur tous les autres bénéficiaires de l'aide sociale.

COMMUNES

L'UDC souhaite **renforcer l'autonomie des communes** notamment en matière de sécurité, d'aménagement du territoire, de police des constructions et de finances. En matière de finances, le principe du « qui commande paie » doit devenir une règle de base.

L'UDC s'engage en faveur d'une **réforme en profondeur de la péréquation intercommunale** en vue d'une simplification des principes de redistribution et d'une limitation des interventions cantonales qui nuisent à l'indépendance financière des communes.

L'UDC s'oppose à la fusion des communes pour préserver la démocratie locale, encourager un service public de proximité, promouvoir une gestion basée sur le bon sens et la simplicité et pour valoriser les identités locales. Tous les exemples de fusion ont créé des dépenses supplémentaires, de profondes divisions au sein de la population et des entités administratives sans âme.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

L'UDC s'inquiète de l'apparition d'une **fracture territoriale entre les villes et la campagne**. Elle exige que les citoyens ne soient pas péjorés selon leur lieu de domicile.

L'UDC s'oppose à la vision démographique expansionniste actuellement en vigueur. Elle

demande une **limitation de la densification** des agglomérations et des centres urbains et un contrôle de l'immigration. Le Plan directeur cantonal doit être nettoyé de ses nombreuses dérives dogmatiques écologistes.

L'UDC ne **veut pas de la transformation de paysages en musées** par la multiplication insensée
de parcs naturels subventionnés ou de zones

de parcs naturels subventionnés ou de zones protégées imposant des contraintes bureaucratiques à l'agriculture, aux arts et métiers et au tourisme dans les régions concernées.

L'UDC soutient la pratique de la **chasse** et de la **pêche**, dont les règles déjà très strictes doivent être assouplies. Elle est convaincue que l'homme fait partie d'un équilibre naturel et que des régulations sont nécessaires pour le bon fonctionnement des écosystèmes.

BÉNÉVOLAT, VIE ASSOCIATIVE ET TISSU LOCAL

L'UDC se reconnaît pleinement dans l'**esprit de milice et de bénévolat** qui anime notre pays. Cet art de vivre fait partie de notre culture et doit être encouragé.

L'UDC estime que les bénévoles et les miliciens méritent la reconnaissance de la communauté pour leur engagement en faveur des autres. Il faut encourager les Vaudois à s'investir dans leur commune, notamment les municipaux et syndics qui sont trop souvent découragés par la bureaucratie de l'Etat.

L'UDC veut **favoriser le rôle social des associations**, notamment auprès des plus jeunes et des aînés, par une activité associative proche du lieu de domicile.

ÉNERGIE ET GESTION DES DÉCHETS

L'UDC souhaite favoriser autant que possible les sources d'énergie les plus respectueuses de notre environnement, comme le bois-énergie, le solaire thermique et photovoltaïque de même que la géothermie et la biométhanisation.

L'UDC s'engage **contre toute politique qui viserait** à augmenter le prix de l'approvisionnement en énergie (taxes, redevances ou autres).
Respectivement, notre parti s'engage contre le subventionnement idéologique de certaines énergies.

L'UDC s'oppose à une **gestion des déchets** fondée sur la moralisation et la contrainte financière et fiscale. Elle privilégie une approche pragmatique offrant à la population **commodité, clarté et efficacité**. Elle estime nécessaire d'améliorer les pratiques citoyennes au travers des démarches d'intégration des étrangers.

CULTURE

L'UDC s'oppose aux **subventionnements excessifs** que perçoivent certains acteurs culturels et exige davantage de transparence grâce à la création d'un guichet unique de demande de soutien. A ce titre, le mécénat doit rester la source de financement prioritaire de la culture.

L'UDC encourage la **préservation et la valorisation du patrimoine culturel vaudois et local**, qui doit faire l'objet d'une promotion particulière.

L'UDC demande une **simplification des demandes d'autorisation de manifestations** (POCAMA) en faveur des sociétés et associations locales notamment.

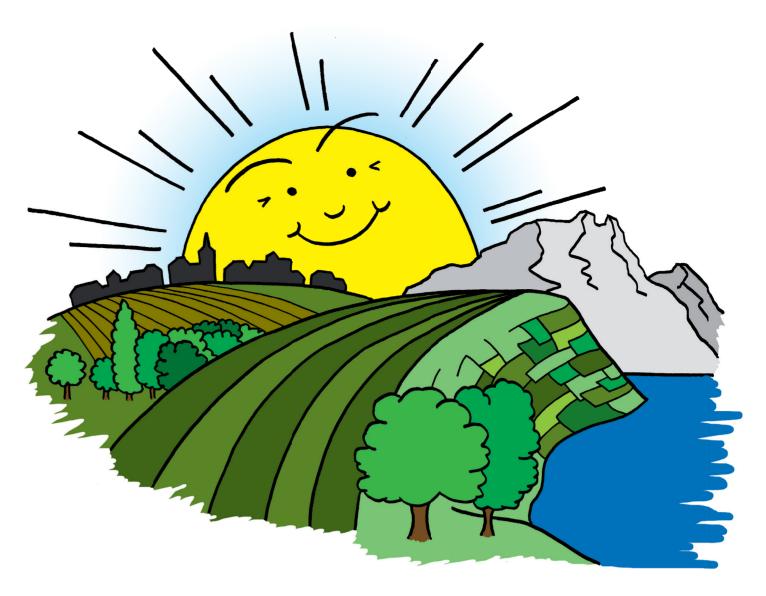
IMPRESSUM

Editeur
UDC du canton de
Vaud, Lausanne

Comité de rédactionDylan Karlen et
Nicolas Fardel

CompositionPointcom D. Karlen,
Noville

ImpressionArtgraphic Cavin SA,
Grandson



PROGRAMME POLITIQUE **2022-2027**



PRÉSERVER NOS TRADITIONS TRANSMETTRE NOTRE HÉRITAGE

ar ce programme politique, l'UDC Vaud réitère sa vision conservatrice pour le futur de notre canton grâce à des propositions dans de nombreuses thématiques. Ce programme est divisé en trois chapitres :

Prioriser les Vaudois: Afin de permettre à l'ensemble de la population vaudoise de bénéficier de places de travail attractives et de logements abordables, l'UDC s'engage à prioriser les Vaudoises et les Vaudois dans notre canton. Que ce soit en termes d'emploi, de logement, d'œuvres sociales ou encore d'agriculture, notre parti s'engage pour que les citoyens de notre canton aient la priorité chez

Rétablir l'ordre: Force est de constater que le niveau de sécurité a largement baissé ces dernières années dans notre canton. Nos lois sont constamment bafouées pour le bonheur des criminels en tout genre. Les autorités en place ont toléré la désobéissance civile et sa promotion au détriment de la sécurité de la population. Il est grand temps de rétablir l'ordre dans notre canton!

Retrouver la liberté: Nos libertés sont actuellement mises à rude épreuve. Après les restrictions dues à la Covid et soutenues par nos autorités, voilà que de nombreuses entraves menacent les Vaudois. Les difficultés de stationnement orchestrées par la gauche, les taxes et les impôts toujours plus importants ainsi que la perte d'autonomie des communes poussent notre parti à œuvrer afin de garantir les libertés de l'ensemble des acteurs de notre

canton.

Par ce programme, l'UDC s'engage à :

Donner la priorité aux Vaudois dans les domaines de l'emploi, du logement ainsi que des œuvres sociales

Lutter contre le dumping salarial provoqué par la main d'œuvre frontalière

Combattre l'immigration clandestine et les naturalisations de masse

Préserver notre agriculture indigène de qualité

Mener une lutte contre l'ensauvagement de nos rues et les appels à la désobéissance civile

Renforcer l'apprentissage professionnel et les connaissances scolaires des élèves

Favoriser le rôle de la famille traditionnelle et lutter contre les dérives progressistes visant à effacer notre héritage

Reprendre en main le réseau hospitalier vaudois

Lutter contre les politiques anti-stationnement

Diminuer la pression fiscale sur les contribuables vaudois

Dénoncer les impostures climato-hystériques et les dérives des tenants d'une société diversitaire

Donner plus d'indépendance aux communes notamment en termes d'aménagement du territoire et de facture sociale

PRIORISER LES VAUDOIS

ÉCONOMIE

L'UDC défend un modèle économique de **proximité** au service de l'homme basé sur la **libre entreprise**, l'intérêt **national**, le **bien commun** et la **souveraineté**. En outre, l'intervention de l'Etat doit être limitée au maximum, tout comme les tracasseries administratives et la paperasse.

L'UDC souhaite attirer des multinationales dans notre canton à la condition qu'elles favorisent la **préférence nationale** à l'embauche.

L'UDC demande que seules les entreprises suisses dont les sous-traitants sont également suisses se voient adjuger les **marchés publics**.

L'UDC estime pertinent de **limiter les produits et services étrangers**, afin de favoriser la place économique suisse et l'emploi dans notre canton.

FORMATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL

L'UDC s'engage en faveur d'une **relocalisation des emplois** dans le canton, notamment dans le secteur **industriel**, afin de sécuriser et pérenniser les places de travail locales et renforcer notre économie face aux crises.

L'UDC encourage la jeune génération à privilégier l'**entrepreneuriat** au système d'assistanat et, par voie de conséquence, veut revaloriser la voie de l'**apprentissage**.

L'UDC exige que l'Etat emploie en priorité **des résidents vaudois**. L'engagement de collaborateurs de l'Etat vivant à l'étranger doit demeurer une exception qui doit être justifiée.

L'UDC demande que le monde académique soit un **espace de recherche, d'innovation, d'excellence** et ne se transforme pas en un lieu où les jeunes arrivent par défaut, ce qui tend à baisser les niveaux d'exigences pourtant indispensables à la crédibilité des études académiques.

AGRICULTURE

L'UDC s'engage pour la culture de **denrées** alimentaires saines produites en Suisse selon nos propres critères **de qualité**. Elle s'engage pour interdire toute commercialisation de produits alimentaires étrangers ne répondant pas à des critères de qualité suisses.

L'UDC veut fortifier le statut d'**entrepreneurs** aux agriculteurs. Ils ne doivent pas être victimes de contraintes étatiques et de directives administratives inutiles.

L'UDC demande à ce que l'agriculture soit autant que possible écartée des **accords de libre-échange** conclus entre la Suisse et d'autres pays.

L'UDC veut augmenter le degré d'**autoapprovisionnement** de notre pays et de notre canton afin d'être en mesure de nourrir la population en cas de crise.

LOGEMENT

L'UDC encourage l'accès à la propriété des Vaudois. Il s'agit notamment de supprimer l'impôt archaïque et confiscatoire sur les successions et faciliter l'accession à la propriété en renonçant à introduire des chicanes supplémentaires (droit de préemption, expropriations, impôts fonciers, etc.)

L'UDC s'oppose à ce que l'Etat se substitue aux promoteurs immobiliers, notamment en matière de **logements sociaux**.

L'UDC estime, par principe, que les citoyens suisses aient la **priorité** de l'accès au logement dans notre canton.

L'UDC s'oppose à une **immigration massive et incontrôlée** afin de garantir un nombre suffisant de **logements à prix abordables** en faveur de la population indigène. Elle veut aussi préserver les caractéristiques patrimoniales historiques de nos localités.

ŒUVRES SOCIALES

L'UDC s'engage en faveur d'un **filet social performant**, principalement destiné aux enfants, aux aînés, aux personnes handicapées et aux malades dans le besoin. Elle s'engage également pour une prise en charge ciblée et limitée dans le temps des personnes sans emploi et des accidentés dans le besoin.

L'UDC combat le **clientélisme politique** qui maintient dans l'assistanat et la marginalisation des dizaines de milliers d'individus. Il convient ici d'adapter les prestations liées à l'action sociale vaudoise, trop permissive et perméable aux profiteurs.

L'UDC estime que l'**aide sociale** ne doit jamais être une alternative financièrement plus intéressante qu'un emploi. A ce titre, l'UDC demande qu'un bilan annuel global de l'ensemble des aides soit établi pour déterminer notamment leur efficacité.

L'UDC refuse d'admettre dans nos œuvres sociales des **bénéficiaires n'ayant pas contribué à son financement**, en particulier les requérants d'asile.

L'UDC s'engage à réformer le financement de la politique sociale, en combattant les effets pervers de la « **facture sociale** », qui est le fruit d'une construction financière complexe, opaque et incontrôlable, et qui oblige les communes à payer les excès financiers engendrés par l'Etat.

INTÉGRATION ET CLANDESTINITÉ

L'UDC exige que la **naturalisation des étrangers** soit le fruit d'un processus volontaire et sincère du candidat. Notre parti s'oppose à toutes les formes d'automatisme administratif; il s'agit avant tout d'un acte politique et civique qui doit se traiter au cas par cas.

L'UDC s'oppose à la politique clientéliste de la gauche en faveur des **naturalisations de masse**. L'obtention de la nationalité doit demeurer l'aboutissement du processus d'assimilation et non le commencement.

L'UDC refuse toute régulation massive des **immigrés** sans-papiers afin de protéger l'intégrité de nos lois et de ne pas faire de notre canton l'eldorado de la clandestinité.

Je veux devenir membre!

Inscription en ligne et informations : www.udc-vaud.ch





UDC du canton de Vaud

Secrétariat général Rue de la Louve 1 1003 Lausanne

Téléphone 021 806 32 90 E-mail secretariat@udc-vaud.ch

RÉTABLIR L'ORDRE

SÉCURITÉ

L'UDC s'engage à mener une politique de **lutte contre l'ensauvagement** de notre société et à exiger des sanctions strictes en cas de désobéissance.

L'UDC s'oppose à la **désobéissance civile** et à sa promotion orchestrée par la gauche en vue d'imposer un certain mode de vie. Ces pratiques mettent en péril l'intégrité de nos lois et de nos règlements, ainsi que la crédibilité des autorités élues démocratiquement. Les organisateurs de la désobéissance civile (ZAD, climats, féministes, antispécistes, etc.) doivent être systématiquement dénoncés pénalement. Celles et ceux qui incitent politiquement ou par l'exemple autrui à mettre sa santé ou sa vie en danger doivent être poursuivis en conséquence.

L'UDC demande l'instauration de **tribunaux de flagrants délits** permettant de régler les affaires courantes sans passer par de longues et coûteuses procédures judiciaires.

L'UDC accorde sa **confiance aux policiers** qui sont régulièrement confrontés à des individus malhonnêtes et violents qui les narguent, tandis qu'eux-mêmes se sentent impuissants par crainte de réprimandes disciplinaires.

L'UDC défend une organisation policière axée sur l'**efficacité** et l'**autonomie des communes**.

L'UDC souhaite renforcer la sécurité dans les **écoles** et les **lieux publics**, notamment au moyen de présence policière et de caméras de surveillance.

L'UDC demande que l'**insécurité** soit sérieusement combattue par les autorités politiques. La crainte qu'elle suscite ne doit pas être tolérée par laxisme. En outre, les lois doivent être strictement appliquées, notamment en matière d'ordre public ou de mendicité.

L'UDC s'oppose à la banalisation et à la normalisation des pratiques et revendications des **groupes de pression ultra-minoritaires**.

L'UDC soutient fermement des organismes de sécurité basés sur l'engagement citoyen qui ont fait leurs preuves et qui sont hélas progressivement démantelés, tels que les **sapeurs-pompiers**, les organismes régionaux de **protection civile**, les sociétés de **sauvetage** ou les associations de **premiers secours**.

L'UDC exige que la gestion des **gens du voyage** soit une fois pour toute résolue et que la loi s'applique à tous, sans traitement de faveur. L'attribution de permis de colportage doit être abrogée et les durées de séjour sur les places d'accueil contrôlées. Des inspections minutieuses des campements doivent être systématiquement organisées.

SCOLARITÉ

L'UDC estime que l'école doit être en mesure de garantir que le **niveau d'instruction** de tous les élèves corresponde aux attentes des maîtres d'apprentissage et de gymnase, notamment pour la maîtrise du français, des langues nationales et des mathématiques.

L'UDC exige de l'école qu'elle se **focalise sur sa mission d'instruire les élèves**. A ce titre, notre parti entend valoriser le rôle de l'enseignant en tant que maître de classe et dénoncer les expériences d'une pédagogie et des réformes motivées par une orientation politique et une administration invasive aux effets désastreux.

L'UDC exige le renforcement de l'enseignement obligatoire de l'**histoire vaudoise et suisse** dans le programme d'enseignement obligatoire. Comprendre notre passé, c'est construire un avenir meilleur fondé sur l'expérience.

L'UDC estime que le rôle de l'école est également d'encourager les élèves à considérer le **monde du travail** avec réalisme et d'en favoriser l'intégration.

L'UDC veut renforcer le système dual en valorisant la **voie de l'apprentissage** auprès des élèves. Le savoirfaire doit être au cœur de la formation professionnelle. Les diplômés doivent être encouragés dans la voie de l'entrepreneuriat.

L'UDC combat le **harcèlement** dont sont victimes les jeunes dans le cadre scolaire et sur les réseaux sociaux. Notre parti s'engage pour lutter efficacement contre ce fléau en durcissant les moyens de répression contre les auteurs et en favorisant une politique de détection précoce et de soutien au corps enseignant et aux parents.

L'UDC soutient un **traitement équitable des écoles, qu'elles soient privées ou publiques**, en matière d'accès et de subventionnement.

L'UDC défend la richesse de la **langue française** et combat toute fantaisie, comme par exemple l'écriture inclusive ou l'orthographe simplifée.

FAMILLE ET NAISSANCES

L'UDC estime que la **famille traditionnelle** est à la base de notre société et qu'elle est la garante de la pérennisation de notre identité. Elle bénéficie donc d'une priorité naturelle sur les autres modèles familiaux.

L'UDC considère avec bienveillance et intérêt toutes mesures visant à **favoriser la natalité des Suisses**. En priorité, il faut favoriser les mesures les plus rationnelles possibles, telles que les allégements fiscaux et les mesures permettant de concilier vies familiale et professionnelle (taux d'occupation, flexibilisation des horaires, travail à domicile par exemple).

L'UDC souhaite soutenir financièrement la réintégration professionnelle de parents ayant choisi de garder eux-mêmes leurs enfants par la prise en charge d'une formation ou d'un complément de formation. Ces parents doivent bénéficier d'une déduction fiscale au moins égale à celle accordée aux parents qui confient la garde de leurs enfants à des tiers.

SANTÉ

L'UDC veut maintenir une offre de proximité qui se base sur le « **médecin de famille** » dans les quartiers et villages de notre canton.

L'UDC souhaite encourager les **bons comportements** des assurés maladie permettant de bénéficier d'un système de bonus.

L'UDC exige une reprise en main du réseau hospitalier vaudois. Les conseils d'administration doivent être débarrassés des membres politiques désignés par copinage au profit de vrais professionnels en gestion hospitalière. En outre, les fusions d'hôpitaux et les projets intercantonaux doivent être limités au maximum, étant donné la chute de la qualité des prestations aux patients, les surcoûts exorbitants engendrés et l'absence de toute surveillance efficace.

L'UDC demande que les structures de soins privées et publiques soient traitées de manière égale, notamment en abandonnant le contingentement des prestations dans les cliniques privées.

L'UDC s'oppose à l'actuelle **politique de la drogue**, fondée sur la compassion et l'assistanat. Cette dernière doit plutôt être basée sur l'abstinence et non sur la prise en charge étatique de la distribution de stupéfiants (locaux d'injection, etc.). En outre, le laisser-aller relatif à la consommation de cannabis a eu des effets catastrophiques tant sur la prévention aux addictions que sur la répression et son effet dissuasif.

PRÉVOYANCE, RETRAITES ET POLITIQUE DES AÎNÉS

L'UDC veut valoriser le maintien des aînés dans la société, notamment dans le monde professionnel (consulting, coaching), familial (garde d'enfants, éducation) et associatif (sociétés locales, bénévolat, animation)

L'UDC demande la **défiscalisation de toutes les formes de prévoyance privée** afin de privilégier la responsabilité individuelle.

RELIGION

L'UDC reconnaît le Canton de Vaud comme une terre appartenant à la **civilisation judéochrétienne**, rejette toute politique orientée vers le **multiculturalisme** et ne veut pas de la reconnaissance d'utilité publique de toutes les communautés religieuses minoritaires.

L'UDC considère que la foi et la pratique d'un culte est une **conception privée et intime**. L'Etat ne devrait pas s'immiscer dans le financement des différentes églises et communautés religieuses.